

27 juin 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les priorités de la construction européenne, la nomination d'un président pour la Commission européenne et sur la situation en Ukraine, à Bruxelles le 27 juin 2014.

QUESTION - Monsieur le Président, vous venez d'évoquer cette flexibilité que vous avez obtenue à l'issue de ce Conseil dans l'application du pacte de stabilité. Mais je crois que nous sommes nombreux ici à vouloir bien vous comprendre. Est-ce que cela signifie que les engagements de réduction de la dépense publique les 50 milliards seront tenus mais qu'on ne serrera plus la vis en France ? Est-ce que cela signifie que l'on n'augmentera plus les impôts, même si la croissance n'est pas au rendez-vous ? Et est-ce que cela signifie, par conséquent, que le gouvernement prend le risque de laisser filer les déficits ?

LE PRESIDENT - Je ne suis pas intervenu pour défendre la France seulement, pour faire un plaidoyer pro domo par rapport à notre propre situation. Je suis bien sûr animé par les intérêts de la France. Mais lorsque j'évoque les souplesses, les flexibilités et les marges que prévoient déjà les textes qui ont serré le pacte de stabilité dans des principes, je défends une conception de l'Europe. Si nous avons été suivis par beaucoup de pays, d'inspiration politique différente, c'est bien parce que c'est l'intérêt de l'ensemble des Européens qu'il y ait plus de croissance. S'il y a plus de croissance, il sera plus aisé de réduire les déficits et d'assurer un certain nombre de réformes. En revanche, ce que j'ai voulu, c'est que ce que nous faisons en France des réformes structurelles, des réductions de déficit, des diminutions de dépenses et notamment le plan de 50 milliards puisse être autant d'arguments pour nous permettre de justifier l'application du pacte de stabilité avec les flexibilités. Mais je n'ai pas été le seul à exprimer cette position. Nos amis italiens ont fait valoir que lorsque la croissance est faible et lorsque l'endettement est élevé, il convient aussi d'utiliser les flexibilités. Mais tout cela doit se faire dans le respect de nos engagements. Je n'ai pas demandé une entorse, je n'ai pas demandé une dérogation, je n'ai pas demandé une exception, j'ai demandé tout simplement l'application, la pleine application et pas pour un pays, mais pour tous les pays qui peuvent se trouver dans un certain nombre de situations.

Pour ce qui concerne la France, les choix que nous avons faits pacte de responsabilité, plan d'économie, mesures pour l'emploi, baisse d'impôts pour les ménages, allègement du coût du travail pour les entreprises tout cela peut être parfaitement cohérent avec ce que nous avons obtenu aujourd'hui au Conseil européen.

QUESTION - Une question sur le nouveau Président de la Commission. Comment est-ce que le Royaume-Uni va pouvoir travailler avec Monsieur JUNCKER, s'il est confirmé comme Président, vu que Monsieur CAMERON s'est battu tellement fort contre sa nomination ? Merci.

LE PRESIDENT - Le Royaume-Uni est membre de l'Union européenne. Il n'a pas un statut à part, pas plus que la France même si le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne... sont de grands pays qui doivent être entendus. Lorsque David CAMERON s'exprime, c'est tout à fait légitime d'accorder du crédit à ce qu'il peut dire, y compris sur la difficulté pour ce qui le concerne de faire passer cette décision dans son propre pays. Mais nous devons, en Europe, nous habituer à vivre ensemble avec des règles et avec des traités.

Nous n'avons pas d'autre voie. Jean-Claude JUNCKER n'est pas un inconnu. Monsieur CAMERON a travaillé avec lui pendant des années. Il est un homme reconnu pour avoir été longtemps chef de gouvernement de son propre pays et avoir été président de l'Eurogroupe ce qui est déjà une responsabilité, même si le Royaume-Uni n'est pas membre de l'Eurogroupe, puisqu'il n'est pas membre de la zone euro ! Je suis sûr que Monsieur JUNCKER aura à cur de travailler avec tous les pays et donc tous les chefs de gouvernement et d'Etat des membres de l'Union européenne. C'est maintenant sa responsabilité.

QUESTION - Vous avez beaucoup insisté sur la nécessité d'avoir de la croissance en France, de lutter contre le chômage. Que diriez-vous aujourd'hui aux Français qui doutent, notamment sur la question du chômage, à qui vous avez promis, il y a six mois, l'inversion de la courbe ? Comment donner espoir aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - La lutte contre le chômage, c'est la priorité, c'est la seule qui puisse être entendue et comprise comme l'exigence majeure pour une grande nation comme la France. Nous avons une augmentation continue du chômage depuis maintenant six ans. Six ans ! Ceci fait que nous sommes avec 10% de la population active qui se retrouvent sans emploi et si l'on prend les précaires, encore davantage... Ce n'est pas un problème de choix. C'est une obligation de parvenir à endiguer la montée du chômage, puis à réduire le chômage.

Quelles sont les leçons que je tire ? Premièrement, s'il n'y a pas d'emplois aidés dans une période de faible croissance, il ne peut pas y avoir de diminution du chômage. Mais s'il n'y a pas de croissance et c'est ce qui est arrivé au premier trimestre il y a nécessairement une augmentation du chômage, malgré les emplois aidés que nous avons mis en place depuis maintenant plus d'un an. Troisième leçon : la France doit améliorer sa compétitivité et alléger le coût du travail des entreprises. C'est le sens du pacte de responsabilité.

En contrepartie, les entreprises doivent discuter et négocier, pour que toutes les conditions de la création d'emplois soient mises en uvre et qu'un certain nombre de blocages puissent être levés, notamment en faveur des jeunes et des seniors. Plus que jamais, compte tenu de ces chiffres, le pacte de responsabilité et de solidarité doit être non seulement voté mais mis en uvre. Tout doit être fait pour que la conférence sociale puisse ouvrir une étape nouvelle de négociations entre les partenaires sociaux sur tous les blocages qui empêchent la création d'emplois. Tout doit être fait pour donner une visibilité à l'ensemble des acteurs économiques, les ménages comme les entreprises, sur leur propre fiscalité.

Comme nous avons, en plus, un problème dans le bâtiment et dans les travaux publics, le Premier ministre et le gouvernement j'y veillerai prendront toutes les mesures nécessaires pour la relance de cette activité. Nous avons déjà sur la question de la transition énergétique présenté un projet de loi. Les mesures fiscales contenues dans ce projet de loi seront applicables dès le 1er septembre 2014.

Nous devons montrer que cette bataille est celle de tous. Même s'il y a de mauvais chiffres et c'est arrivé pour le mois de mai plutôt que de commenter ces chiffres, nous devons nous battre et nous mobiliser : le gouvernement bien sûr, et c'est le cas £ les partenaires sociaux, et c'est l'enjeu des négociations qui s'ouvrent dans le cadre du pacte de responsabilité, aussi bien avec les signataires que les non-signataires : mais aussi au Parlement où arrivent des textes qui vont consacrer et traduire le pacte de responsabilité.

Maintenant, il n'y a plus de temps à perdre. Non pas que nous en aurions perdu. Au contraire, nous avons mis en uvre un certain nombre de politiques. Mais nous voyons bien qu'au moment où la croissance repart, il faut mettre, du côté national, toutes les ressources possibles, toutes les politiques qui concourent à l'amélioration de l'offre et au soutien de la demande £ et au plan européen, utiliser toutes les marges et toutes les flexibilités, mener des politiques d'investissement pour les années qui viennent...

QUESTION Puisque le Président de la Commission européenne pressenti, M. JUNCKER, est nommé, on va passer à une seconde phase, celle de la désignation des hautes personnalités. Cela va arriver très vite. Plusieurs Etats ont déjà annoncé qui serait leur commissaire. Est-ce que vous pourriez nous indiquer quel portefeuille éventuellement vous visez ? Ou quelle serait la

personnalité que la France proposerait à la Commission européenne.

LE PRESIDENT Procédons par étape. Aujourd'hui, je ne voulais pas qu'il y ait une confusion ou un mélange ou une tractation. Aujourd'hui, c'est la désignation du Président de la Commission, sous réserve du vote du Parlement européen, le 15 juillet vraisemblablement.

Le 16 juillet, il y aura un nouveau Conseil européen pour évoquer les autres responsabilités.

Quand je dis les autres responsabilités, c'est la présidence du Conseil, la présidence de l'Eurogroupe, les représentants pour la politique extérieure et de sécurité commune... Sans doute y aura-t-il aussi dès la nomination effective de M. JUNCKER, des discussions sur la composition de la Commission et les responsabilités qui peuvent être confiées à tel ou tel Commissaire.

Il y a donc trois temps : le temps du Président de la Commission jusqu'au 15 juillet et le temps des responsabilités majeures au sein de l'Union européenne et puis après le temps des Commissaires et de la composition et de l'organisation de la prochaine Commission.

Pour ce qui concerne la France, nous voulons prendre, dans la Commission, une responsabilité importante. Je souhaiterais pour l'organisation de la Commission je m'en ouvrirai au Président JUNCKER, s'il est confirmé comme Président de la Commission qu'il y ait une organisation autour de grandes vice-présidences qui elles-mêmes puissent avoir des secteurs importants. C'est à ce titre-là que je demanderai pour la France une vice-présidence.

QUESTION Est-ce que les résultats très mauvais de la gauche aux élections européennes ont plutôt affaibli votre position dans cette discussion ? Ou, au contraire, est-ce que l'émergence de l'extrême droite et des eurosceptiques, a paradoxalement renforcé votre discours sur la flexibilité, la souplesse budgétaire ?

LE PRESIDENT Je ne voudrais pas vous répondre en disant que, quand on a des mauvais résultats, cela nous aide ! Parce que les électeurs pourraient penser qu'il faut encore que nous ayons de mauvais résultats ! Ce qui est vrai, c'est que, pas simplement en France, il y a eu une montée des votes eurosceptiques. Parfois à caractère d'extrême droite, comme en France. Il y a eu aussi des succès. Je pense notamment à celui du centre-gauche italien, autour de Matteo RENZI. Mais c'était le même message, différemment exprimé. Certains voulaient sortir de l'Europe ou contester l'Europe et d'autres voulaient une nouvelle orientation de l'Europe. Je peux donc vous répondre oui.

Ce que j'avais annoncé, c'est que si l'Europe n'était pas suffisamment ardente pour la croissance, pour l'emploi, pour la protection, il y avait un risque que des groupes utilisent l'euroscepticisme à d'autres fins, à des fins essentiellement de politique intérieure. L'Europe ne les intéresse pas, puisqu'ils veulent sortir de l'Europe. Ils n'arrivent mêmes pas, d'ailleurs, à faire un groupe au sein du Parlement européen, tant leurs divergences sont grandes.

Ce qui s'est produit à l'occasion des élections européennes a validé ce que j'avais, avec d'autres, affirmé sur les risques que courraient l'Union européenne si elle ne répondait pas. Alors même qu'elle a plutôt bien travaillé depuis deux ans pour lutter contre la crise de la zone euro, elle n'a pas donné tous les résultats escomptés en termes de croissance et d'emploi. C'est le moins que l'on puisse dire... Peut-être ne le pouvait-elle pas d'ailleurs, dans les difficultés qui étaient les siennes et avec les politiques d'austérité infligées à bon nombre de pays.

Mais maintenant la crise de la zone euro est derrière nous, les taux d'intérêts sont parmi les plus faibles de ces dernières années, y compris pour des pays qui étaient encore hier sous programme. Alors, c'est vrai que j'ai été davantage entendu, comme d'autres, pour qu'il y ait davantage de priorités qui soient données à la croissance. Angela MERKEL par exemple, dans le cadre de ce Conseil mais je ne vais pas parler à sa place a dit : il faut dire que la reprise est là, qu'elle est sans doute encore hésitante, mais qu'elle est là. Il nous faut la conforter par des réformes structurelles ne laissons pas penser que les pays n'auraient aucun effort à faire. Qui peut imaginer que c'est simplement par des politiques européennes que nous allons retrouver de la croissance ? Chaque pays doit faire un effort pour la compétitivité, pour l'emploi.

En même temps, si nous avons à respecter nos engagements, nous devons le faire, je l'ai dit, avec des flexibilités. C'est vrai que, d'un certain point de vue, le message des élections européennes a été porté et même traduit. Sauf le message de l'euroscepticisme. Ce n'est pas avec moins d'Europe que nous pourrions faire des politiques qui seraient plus favorables à la

avec moins d'Europe que nous pourrions faire des politiques qui seraient plus favorables à la croissance et à l'emploi. C'est au contraire par des politiques européennes, donc par plus d'Europe.

QUESTION M. CAMERON avait dit, il y a quelques jours, qu'il souhaitait un poste de super-Commissaire britannique, en charge de tout un « Group cluster » et d'autres Commissaires. Vous pensez que cela pourrait se faire ? Est-ce que l'idée a été un peu abordée ? Est-ce que vous pensez que l'on pourrait aller dans une telle direction ? Vous avez mentionné un poste de Président de l'Eurogroupe, est-ce que c'est vraiment nécessaire de prendre cette décision, le 16 juillet ?

LE PRESIDENT D'abord, nous n'avons pas discuté de la composition de la Commission. Donc, aucun pays n'a fait, pas plus la France que le Royaume Uni, une demande particulière. Parce que ce n'était pas le cadre, ce n'était pas le moment. Et à qui s'adresser ? Le Président de la Commission actuelle n'est pas, aujourd'hui, de sa compétence et le prochain n'est pas encore désigné par le Parlement européen... La question de la composition de la Commission n'a pas été sur la table.

Pour le Président de l'Eurogroupe, oui, cela fait partie des postes qu'il convient de regarder le 16 juillet !

QUESTION La Cour européenne des Droits de l'homme a condamné la France pour son refus de reconnaître des enfants, nés à l'étranger, de mères porteuses. La France va-t-elle reconnaître les enfants nés sous GPA à l'étranger ? Va-t-on vers une légalisation de la GPA en France ?

LE PRESIDENT Je l'ai dit suffisamment nettement pour être entendu, avant même que n'intervienne cette décision de la Cour européenne des Droits de l'homme. Il ne sera jamais question de la légalisation de la gestation pour autrui, tant que je serai Président de la République. Jamais ! Parce qu'il s'agit de quoi ? Il s'agit de la marchandisation du corps, des mères porteuses, celles que l'on va payer à l'étranger pour permettre à un couple, en souffrance d'un manque d'enfant, d'en avoir un.

La Cour européenne des Droits de l'homme n'a pas, d'ailleurs, abouti à ce que la gestation pour autrui soit reconnue. Elle ne le sera pas en France. Elle a simplement rappelé l'intérêt de l'enfant, pour que cet enfant, né dans le cadre d'une gestation pour autrui à l'étranger, puisse avoir une nationalité. D'ores et déjà, nous avons fait en sorte que les enfants nés ainsi puissent avoir la nationalité française, par voie de circulaire. Nous continuerons de le faire.

QUESTION On a appris aujourd'hui que la Haute autorité de la transparence de la vie publique révélait que l'un de vos ministres avait sous-évalué son patrimoine de 700 000 euros, je voulais avoir votre réaction. Est-ce que Jean-Marie LE GUEN, puisque c'est de lui dont il s'agit, a toujours sa place au Gouvernement ? Merci.

LE PRESIDENT D'abord, il y a une Haute autorité pour la transparence. C'est ce que j'ai voulu, c'est ce que le Parlement a décidé et c'est ce qui maintenant est mis en œuvre pour les ministres, pour les parlementaires, pour les principaux élus et même pour les hauts-fonctionnaires. C'est un progrès considérable pour notre démocratie. Cette Haute autorité n'est pas simplement une organisation qui vient prendre les déclarations telles qu'elles sont. Elle les vérifie et elle les corrige si nécessaire. C'est ce qu'elle a fait pour le cas d'un secrétaire d'Etat. Elle lui a demandé de faire en sorte que l'évaluation de son patrimoine puisse être réévaluée en fonction des prix du marché.

C'est ce qu'il a fait et c'est ce qui a conduit cette haute autorité à considérer cette déclaration comme sincère et exhaustive. Si tel n'avait pas été le cas, il ne serait pas ou ne serait plus au gouvernement.

QUESTION Je reviens sur le Conseil européen, est-ce que la France va respecter l'objectif des 3% en 2015 ? Est-ce que cet objectif est tenable ?

LE PRESIDENT La France respecte ses engagements. Qu'est-ce que le Conseil européen penserait d'un pays qui vient, pour préparer le prochain agenda de la Commission européenne, avec une seule obsession : ne pas respecter un engagement ? Non, nous respectons les traités. Respecter les traités, c'est respecter tous les traités, c'est-à-dire le pacte de stabilité et de croissance et les flexibilités qu'il prévoit.

Si la croissance était très faible, nous pourrions utiliser justement ce que les traités prévoient. S'il y avait des circonstances exceptionnelles, là encore, nous pouvons utiliser les flexibilités. Mais, comme je vous l'ai dit, je n'ai pas parlé simplement parce que la France aurait, vis-à-vis du déficit, un problème particulier. J'ai parlé au nom de l'intérêt de tous les Européens.

Mais, je vais quand même dire un mot. Quand je suis arrivé aux responsabilités, il y avait déjà eu les traités : pacte de stabilité et de croissance, pour ceux qui connaissent le « six-pack » et autres raffinements... Ce n'est pas moi qui les ait décidés. Je suis obligé maintenant de tenir compte de leur existence. Mes prédécesseurs ont laissé un déficit supérieur à 5,2% du PIB, alors il convient d'avoir du temps pour aboutir aux 3%. C'est d'ailleurs ce que nous avons obtenu. Je me mets toujours dans cette perspective : respect des engagements et utilisation de toutes les souplesses possibles en fonction des circonstances.

Je ne sortirai pas de ce cadre. Il se trouve que ce que vient d'adopter le Conseil européen permet de justifier cette position. Nous réduirons les déficits, mais nous avons aussi des réformes à faire, et c'est cela qu'il faut bien comprendre. Ce qui est demandé aujourd'hui à la France, parce qu'aucune décision n'avait été prise durant des années, c'est à la fois de réduire ses déficits, d'améliorer ses performances industrielles et d'être plus compétitive en allégeant le coût du travail. C'est difficile !

Un pays comme l'Allemagne a eu plus de 10 ans dans une période de croissance plus forte pour faire les deux successivement. Nous, on nous demande de faire les deux en même temps, en peu de temps, et avec moins de croissance ! Je demande, non pas une exception française, je demande une intelligence collective.

QUESTION J'ai une question concernant l'Ukraine. Suite aux différents échanges qu'il y a eu et le DDay dont vous avez parlé tout à l'heure en Normandie, il y a eu des échanges entre vous, Madame MERKEL, M. POUTINE et M. POROCHENKO. Est-ce qu'en parallèle la démarche de Barack OBAMA est convergente ? La deuxième partie de la question concerne le South Stream Project donc l'agrément a été signé en Autriche avec Gazprom. Je voudrais savoir si ce sujet a été évoqué.

LE PRESIDENT Tous les efforts sont convergents. Ils sont pour ce qui concerne les Etats-Unis et pour ce qui concerne l'Europe en cohérence. Lorsque nous agissons Angela MERKEL et moi-même, nous le faisons en bonne harmonie avec le Président OBAMA. Nous avons les mêmes objectifs : obtenir la prolongation du cessez-le-feu 72 heures, c'est fait, et faire en sorte que le cessez-le-feu puisse être effectif au terme de cette période. C'est pourquoi les 4 points que j'ai évoqués sont essentiels.

Je dois souligner combien la coopération entre l'Allemagne et la France, entre Angela MERKEL et moi-même, a été exemplaire. Exemplaire pour l'Europe, exemplaire pour la paix. Tout ce que nous avons fait, nous l'avons fait ensemble, de la préparation de la rencontre de Bénouville jusqu'à aujourd'hui. Je pense que nous allons continuer. Non pas simplement pour entretenir nos relations avec le Président POUTINE et avec le Président POROCHENKO (d'autres peuvent en avoir aussi, d'excellentes ou en tout cas de confiantes), mais pour que l'Europe soit pleinement associée à ce processus. Ce matin encore, Angela MERKEL et moi-même, nous avons vu longuement POROCHENKO pour aboutir à ce résultat, pour être sur la bonne position, et pour faire en sorte que nous puissions, dans les 72 heures, trouver une solution. Enfin, c'est le sens de la conférence téléphonique que nous aurons encore dimanche.

Qui aurait pu penser, il y a quelques semaines, qu'il serait possible non seulement de faire rencontrer le Président ukrainien et le Président russe à Bénouville en Normandie, mais qu'il serait possible de poursuivre ce dialogue direct pendant plusieurs longues conversations téléphoniques, très longues, parfois trop longues ? C'est important qu'ils se parlent. Cela a été possible grâce à l'amitié entre la France et l'Allemagne et à cette belle complicité.

Sur South Stream, ce sont des choix qui appartiennent à chacun des pays, nous en aurons le résultat parce que cela fait partie, vous avez raison, de la politique énergétique que nous devons mener à bien en Europe. S'il y a une souveraineté, chaque pays s'approvisionne comme il l'entend, avec des moyens logiques, des interconnexions... Il est très important que nous ayons

aussi une coordination. C'est pourquoi j'attache autant de prix à la politique européenne de l'énergie avec notamment, là encore, l'Allemagne.

QUESTION Monsieur JUNCKER lui-même ne voulait pas, il y a quelques semaines, être Président de la Commission. Le processus de nomination vous paraît-il être un bon processus ? Est-ce qu'il faudra le renouveler dans cinq ans ? Deuxième question : avec cette flexibilité que vous obtenez, la minorité frondeuse du Parti socialiste va-t-elle être satisfaite ? Troisième question : les Bleus jouent lundi, est-ce que vous avez un message pour eux ?

LE PRESIDENT Est-ce qu'il faut améliorer encore la procédure ? Un certain nombre de chefs d'Etat l'ont demandé. Non pas pour ne pas respecter les traités, mais sans doute pour bien faire comprendre aux partis qui désignent les candidats dans le cadre d'une procédure, avant les élections européennes, qu'il y a une conséquence dans les choix qu'il font. Celui qui arrive en tête, ou celle qui arrive en tête a quand même de fortes chances d'être le prochain Président de la Commission !

Il y a lieu sûrement d'en discuter en amont, entre chefs d'Etat et de Gouvernement. Les chefs de gouvernement sont souvent les chefs de partis. Ce n'est pas mon cas, mais beaucoup de chefs de gouvernement sont aussi chef de partis. Ils ne peuvent donc pas dire : on n'était pas au courant ! Forcément ils l'étaient, puisqu'ils ont participé au choix d'un chef de file.

Est-ce que Jean-Claude JUNCKER pensait être Président de la Commission européenne ?

J'imagine parce que, sinon, il ne se serait pas porté candidat... Est-ce qu'il s'imaginait qu'il y aurait un troc ? Il ne savait pas exactement dans quel contexte cela allait se faire, mais dès lors qu'il y avait un écart, il était nécessairement le mieux placé pour être Président de la Commission européenne.

Est-ce que ce que j'ai fait aujourd'hui, c'est pour favoriser la situation politique en France ? Non, c'est pour faciliter la situation économique en France. L'enjeu, ce n'est pas de nous payer de mots, c'est de faire en sorte que ce que nous obtenons en Europe puisse être utile à l'économie française, aux entreprises françaises, aux consommateurs français et surtout aux demandeurs d'emplois français. Le reste de m'importe pas.

Je ne veux pas dire que je n'attache pas d'importance à un dialogue avec la majorité ou avec une partie de cette majorité qui est plus ardente que d'autres à obtenir des résultats... Mais faut-il encore que ces résultats soient conformes à la ligne politique que j'ai fixée. Si je ne suis pas sur cette ligne politique, comment je me fais entendre en Europe ? C'est parce que je mène des réformes structurelles avec le gouvernement de Manuel VALLS, parce que je fais en sorte que la compétitivité soit améliorée, parce que nous allégeons le coût du travail, parce que nous baissons les impôts, que nous pouvons nous faire entendre en Europe.

Enfin, sur l'équipe de France de football, je n'ai pas de commentaires à faire. Il y a un huitième de final, je lui souhaite tous les vœux de succès. Mais si c'est pour me dire : est-ce que je vais aller au Brésil lundi prochain ? La réponse est non. Merci à vous.